

**COMPTE RENDU
DE LA COMMISSION CHARGEÉE
D'EXAMINER LES QUESTIONS DE
SANTE, DE SECURITÉ ET DE
CONDITIONS DE TRAVAIL
CSSCT
DANS LES TRIBUNAUX
ADMINISTRATIFS ET LES COURS
ADMINISTRATIVES D'APPEL
DU 25 NOVEMBRE 2025**

Ce compte rendu est l'occasion de vous faire part des principaux points inscrits à l'ordre du jour.

1/ Examen des registres de santé et sécurité au travail et bilan des accidents du travail :

L'examen de l'ensemble des registres des TA-CAA, pour la période du 1er avril au 31 août 2025, permet de recenser 21 observations émanant de 14 juridictions qui portent sur les aspects liés à la sécurité des locaux, les agressions verbales et physiques, l'ambiance thermique et la santé.

En ce qui concerne le bilan des accidents de travail, également pour la période du 1er avril au 31 août 2025, on dénombre 24 accidents au total dont 18 accidents de trajet et 6 accidents de service (en lien avec des chutes).

2/ Point sur la sécurité des juridictions :



Il est rappelé la nécessité de faire remonter au Conseil d'Etat tous les incidents par le biais d'une fiche-incident (modèle dans le guide de sécurité). Celle-ci sera traitée par la direction de l'équipement qui pourra alors adapter localement les dispositifs de sécurité.

Ainsi, depuis le mois de mai 2025, 6 incidents ont été signalés : 2 au TA de Nantes (tentative d'intrusion et dommages causés au bâtiment), 1 au TA de Mayotte (présence et comportement agressif de SDF devant le TA), 1 au TA de Melun (agressivité d'un requérant à l'accueil), 1 au TA de Châlons (agressivité d'un justiciable) et 1 au TA de Montreuil (appel téléphonique menaçant).



Face à ce constat, les TA-CAA qui souhaitent s'équiper davantage, peuvent se raccorder au réseau d'alarme Ramsès (système de sécurité relié directement à la Police), seules 10 juridictions sont actuellement raccordées à Ramsès. De plus, les chefs de juridiction peuvent demander un audit de sécurité (via les DDSP), c'est gratuit mais le temps d'attente pour la réception du rapport de l'audit est long, à ce jour seulement une dizaine d'audits ont été conduits.

Vos représentants FO signalent la détérioration rapide des conditions de travail pour les agents de greffe qui sont les plus exposés aux violences, notamment les agents d'accueil dans les TA-CAA. Il convient donc d'améliorer rapidement les équipements de protection (caméras, boutons d'alarme, banques d'accueil adaptées) et accélérer le mouvement pour les raccordements à Ramsès et les audits.

3/ Bilan et perspectives des interventions de la direction de l'équipement du Conseil d'Etat :

Les représentants du personnel ont eu l'occasion d'échanger sur les travaux immobiliers en cours dans les TA-CAA lors de la réunion préparatoire du 17/11 dernier. Les organisations syndicales sont inquiètes sur le choix des projets en raison des contraintes budgétaires.

Sont évoquées notamment les situations du :

- TA de Mayotte : le contrat de gardiennage est reconduit jusqu'au 1er trimestre 2026 et le sera encore en cas de besoin.
- TA de Bordeaux : l'ambiance thermique avec les pics de chaleur en été devrait être traitée par l'installation de la climatisation, mais aucune date fixée à ce jour.
- TA de Montreuil : l'objectif du relogement du TA de Montreuil et de la CNDA est prioritaire pour l'été 2026. A la demande des représentants syndicaux, une visite du chantier à Montreuil est prévue avec vos représentants le 19/03/2026.

4/ Compte rendu de la visite effectuée à la CAA de Bordeaux (le 3/06/2025) :

La visite de la CAA de Bordeaux est exposée aux membres de la CSSCT ainsi que les préconisations et les mesures prises pour répondre aux observations de la délégation.

Suite à cet exposé, FO est intervenue pour regretter qu'aucun magistrat n'ait pu être rencontré le jour de la visite ! En effet, si les agents de greffe étaient bien présents, l'absence des magistrats de la CAA de Bordeaux nous pose question, alors que la visite d'une délégation a lieu tous les 10 ans environ et que lors de son passage, la délégation a pour objectif d'aller à la rencontre de tous les personnels afin de s'assurer de leurs conditions de travail.

Notre mécontentement est partagé par les autres organisations syndicales et le secrétaire général du Conseil d'Etat nous répond que désormais, avant chaque visite, le nécessaire sera fait auprès des chefs de juridiction afin de garantir la présence sur site du plus grand nombre de magistrats.

Enfin, FO signale que le correspondant informatique n'a pas d'habilitation électrique, ce qui comporte un risque pour lui-même et pour les collègues. On nous répond que la situation va être rapidement régularisée.



5/ Bilan des formations santé et sécurité au travail :

Pour 2025, les formations suivies principalement :

Guide et serre-fil : 50 agents formés / Gestes qui sauvent : 48 agents formés / SST : 28 agents formés / Recyclage SST : 24 agents formés / Assistants de prévention : 27 agents formés / Habilitation électrique : 11 agents formés.



6/ Point sur le télétravail : bilan au 1er septembre 2025 :

Au 01/09/2025, sur 1722 agents de greffe, 1123 agents bénéficient d'une convention de télétravail soit 65% des agents (60% en 2024).

La répartition par type de convention est la suivante : 41% jours fixes et jours flottants, 39% jours fixes et 20% jours flottants exclusivement.

Enfin, majoritairement le télétravail s'effectue sur 2 jours par semaine.



7/ Fiches de médecine de prévention :

Le Docteur Brami expose deux fiches qui seront consultables sur notre intranet :

- « Prévention du risque routier : ce qu'il faut retenir ».
- « Risques électriques et règles de sécurité ».



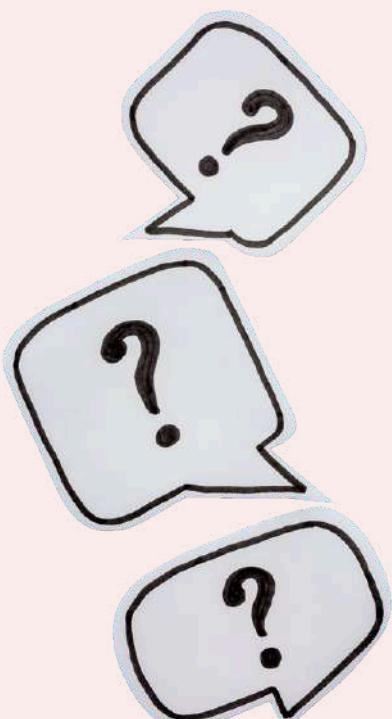
8/ Questions diverses :

- Demande de réalisation d'une cartographie de la résilience thermique des juridictions :

Le vrai sujet est actuellement celui du financement. Si Bercy nous demande de réduire nos consommations d'énergie, les bâtiments abritant les juridictions administratives sont en général assez sains. Des améliorations restent cependant à apporter mais les enjeux sont différents selon que nous sommes propriétaires ou locataires.

- Demande d'information sur les absences prolongées pour maladie :

Les données sont consultables dans le RSU (rapport social unique), elles sont globales et ne détaillent pas le nombre de jours par juridiction, ni le type de pathologie (respect du secret médical).



August
Wednesday

21

16

9/ Calendrier :

- Visite TA de Strasbourg : le 2/12/2025
- Visite CAA de Marseille : le 27/01/2026
- Une visio au 1er semestre 2026 (date à fixer) pour le TA de Cayenne.
- CSSCT : séance plénière le 19/03/2026 matin suivie d'une visite sur le chantier du TA de Montreuil/CNDA l'après-midi.



N'hésitez pas à nous contacter

pour de plus amples informations sur fo@juradm.fr

Ou auprès de vos représentants FO au CSSCT des JA

Titulaires :

Mme Catherine MAGRI (TA de Melun)

Mme Cathy BUOT (CAA de Paris)

Suppléants :

Mme Evelyne CARTIER (TA de Besançon)

M. Francis KINACH (CAA de Toulouse)





Adhérer en ligne : c'est possible !

Vous êtes administratifs, techniques, contractuels ou de la filière sociale, notre syndicat national vous offre la possibilité d'adhérer directement en ligne !

⌚ c'est simple et rapide

il vous suffit de cliquer sur le lien ci-dessous
pour accéder directement à notre site internet

👉 <https://www.fo-prefectures.com/>

ou de scanner le QR code directement en bas à gauche.

Bonne visite à toutes et tous sur notre site internet, et à très bientôt !



le **1** syndicat
des PREFS, SGCD,
SGAMI ET JA

FO PRÉFECTURES
ET DES SERVICES
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR